

F. 95 — 1229

23 MARS 1995. — Arrêté ministériel fixant pour le Ministère de la Défense nationale le complément de traitement prévu à l'article 18 de l'arrêté royal du 15 mars 1993 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène

Le Ministre de la Défense nationale

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1993 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène, modifié par l'arrêté royal du 10 janvier 1994, notamment les articles 18, 19 et 20;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 7 novembre 1994;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 7 novembre 1994;

Vu le protocole du 15 mars 1995 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation intervenue au sein du Comité de Secteur XIV,

Arrête :

Article 1^{er}. Les agents du Ministère de la Défense nationale visés à l'article 18 de l'arrêté royal du 15 mars 1993 précité, modifié par l'arrêté royal du 10 janvier 1994, astreints à des prestations extraordinaires définies dans l'article 19 du même arrêté royal, bénéficient d'un complément de traitement dont le montant annuel est fixé à 11 % du traitement de l'agent intéressé.

Art. 2. Est abrogé, l'arrêté ministériel n° 27136 du 22 octobre 1973, fixant pour le Ministère de la Défense nationale le complément de traitement prévu à l'article 25 de l'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1993 en ce qui concerne les agents titulaires de l'un des grades suivants : infirmier breveté B, infirmier breveté A, infirmier gradué C, infirmier gradué B, infirmier gradué A, infirmier gradué en chef adjoint et infirmier gradué en chef; le 1^{er} janvier 1994 en ce qui concerne les agents titulaires de l'un des grades suivants : kinésithérapeute, kinésithérapeute de 1^{re} classe, kinésithérapeute principal, analyste en biologie clinique, analyste en biologie clinique de 1^{re} classe et analyste en biologie clinique principal.

Bruxelles, le 23 mars 1995.

K. PINXTEN

N. 95 — 1229

23 MAAKT 1995. — Ministerieel besluit tot vaststelling voor het Ministerie van Landsverdediging van de aanvullingswedde bedoeld in artikel 18 van het koninklijk besluit van 15 maart 1993 betreffende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de rijksbesturen die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1993 betreffende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de rijksbesturen die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 januari 1994, inzonderheid op de artikelen 18, 19 en 20;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 november 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 7 november 1994;

Gelet op het protocol van 15 maart 1995 waarin de conclusies van de onderhandeling gevoerd in het Sectorcomité XIV zijn vermeld,

Besluit :

Artikel 1. De in artikel 18 van vorenaangehaald koninklijk besluit van 15 maart 1993, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 januari 1994 bedoelde personeelsleden van het Ministerie van Landsverdediging, die de in artikel 19 van hetzelfde koninklijk besluit omschreven buitengewone prestaties verrichten, genieten een aanvullingswedde waarvan het jaarbedrag op 11 % van de wedde van de betrokken ambtenaar wordt vastgesteld.

Art. 2. Is opgeheven, het ministerieel besluit nr. 27136 van 22 oktober 1973 tot vaststelling voor het Ministerie van Landsverdediging van de aanvullingswedde bedoeld in artikel 25 van het koninklijk besluit van 19 september 1967 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van sommige ambtenaren in de rijksbesturen, die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1993 voor wat de ambtenaren titularis van één der volgende graden betreft : gebrevetteerd ziekenverpleger B, gebrevetteerd ziekenverpleger A, gegradueerd ziekenverpleger C, gegradueerd ziekenverpleger B, gegradueerd ziekenverpleger A, gegradueerd adjunct-hoofdverpleger en gegradueerd hoofdverpleger; op 1 januari 1994 voor wat de ambtenaren titularis van één der volgende graden betreft : kinesitherapeut, kinesitherapeut 1e klasse, eerstaanwezend kinesitherapeut, analist klinische biologie, analist klinische biologie 1e klasse en eerstaanwezend analist klinische biologie.

Brussel, 23 maart 1995.

K. PINXTEN

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

F. 95 — 1230

[C — 395]

5 AVRIL 1995. — Arrêté royal déterminant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission permanente de la police communale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 228;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 29 mars 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 3 avril 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 95 — 1230

[C — 395]

5 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de samenstelling en de werkingsmodaliteiten van de vaste commissie voor de gemeentepolitie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op artikel 228;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 29 maart 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting van 3 april 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Considérant le fait qu'un grand nombre d'initiatives ayant trait à la police communale sont actuellement en cours de réalisation au sein du Ministère de l'Intérieur, pour lesquelles il serait primordial que la commission permanente de la police communale, en tant que représentation des fonctionnaires de police, puisse émettre des avis;

Que cette commission doit en conséquence être instituée dans les plus brefs délais possibles afin de commencer ses travaux;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Une commission permanente de la police communale est créée, ci-après dénommée « la commission ».

Art. 2. La commission est composée comme suit :

1° 14 membres de la police communale, désignés par le Ministre de l'Intérieur conformément aux dispositions de l'article 3;

2° Un fonctionnaire, de rang 13 au moins, désigné par le fonctionnaire dirigeant de la Direction générale de la Police Générale du Royaume;

3° Le membre de la police communale au sein du conseil d'administration et le membre de la police communale au sein du comité de direction du Service Général d'Appui Policier;

4° Le président de la Fédération Royale des Commissaires et Commissaires-adjoints de Belgique;

5° Le président de la Fédération Nationale des Gardes Champêtres en Chef;

6° Deux officiers de liaison de la police communale auprès du Ministère de l'Intérieur, de rôle linguistique différent.

Le Ministre de l'Intérieur désigne le Président de la commission, sur la proposition de celle-ci, adoptée lors de sa première réunion.

Les membres visés aux points 1°, 4° et 5° désignent un suppléant, pour les cas où ils ne peuvent assister en personne à une réunion de la commission.

Le fonctionnaire dirigeant de la Direction générale de la Police générale du Royaume désigne le suppléant du membre visé au point 2°.

Par ailleurs, conformément aux modalités fixées à cet effet par le règlement d'ordre intérieur de la commission, celle-ci peut inviter des experts, membres de la police communale ou non, à participer à ses travaux.

Art. 3. Les 14 membres de la police communale visés à l'article 2, 1°, doivent être désignés dans le respect des règles de répartition suivantes :

— Région flamande : sept membres, dont un issu d'une commune de classe 1 à 16, trois issus d'une commune de classe 17 à 19, deux issus d'une commune de classe 20 à 21 et un issu d'une commune de classe 22;

— Région wallonne : cinq membres, dont un issu d'une commune de classe 1 à 16, deux issus d'une commune de classe 17 à 19, un issu d'une commune de classe 20 à 21 et un issu d'une commune de classe 22;

— Région bruxelloise : deux membres dont un issu d'une commune de classe 20 à 21 et un issu d'une commune de classe 22.

Lors de la répartition des mandats, le Ministre de l'Intérieur veillera, en outre, à ce que chaque province soit représentée par un membre au moins.

Les membres de la police communale visés par le présent article ont soit la qualité de chef de corps de la police communale, soit sont revêtus d'un des grades d'officier de la police communale.

Ils sont désignés pour une durée de trois ans, renouvelable une fois.

Art. 4. Le secrétariat de la commission se compose de trois membres de la police communale, désignés par le Ministre de l'Intérieur sur proposition de la commission, et d'un agent administratif du rôle francophone et un agent administratif du rôle néerlandophone, de niveau 2 ou 3, mis à disposition par le Ministre de l'Intérieur, Direction générale de la Police Générale du Royaume.

Les membres de la police communale visés à l'alinéa précédent seront respectivement issus d'un corps de police de chacune des trois régions du pays.

Les membres de la police communale visés à l'alinéa 1er sont détachés à temps plein auprès du Ministère de l'Intérieur pour une période d'un an, renouvelable.

Gelet op het feit dat er momenteel bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken tal van initiatieven lopende zijn die betrekking hebben op de gemeentepolitie en het zeer nuttig zou zijn dat de vaste commissie voor de gemeentepolitie, als vertegenwoordiger van de gemeentelijke politieambtenaren, daaromtrent adviezen zou kunnen uitbrengen;

Dat deze commissie bijgevolg binnen de kortst mogelijke tijd opgericht dient te worden zodat zij haar werkzaamheden kan aanvangen;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Er wordt een vaste commissie voor de gemeentepolitie opgericht, hierna « de commissie » genoemd.

Art. 2. De commissie is samengesteld als volgt :

1° 14 leden van de gemeentepolitie, aangesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3;

2° Een ambtenaar, ten minste van rang 13, aangesteld door de leidend ambtenaar van de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie;

3° Het lid van de gemeentepolitie binnen de raad van bestuur en het lid van de gemeentepolitie binnen het directiecomité van de Algemene politiesteundienst;

4° De voorzitter van de Koninklijke Federatie van Commissarissen en Adjunct-Commissarissen van België;

5° De voorzitter van de Nationale Federatie van de Hoofdveeldwachters;

6° Twee verbindingsofficieren van de gemeentepolitie bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken, van een verschillende taalrol.

De Minister van Binnenlandse Zaken wijst de Voorzitter van de commissie aan, op de voordracht van deze commissie, die zij tijdens haar eerste vergadering heeft goedgekeurd.

De leden bedoeld in de punten 1°, 4° en 5°, wijzen een plaatsvervanger aan voor ingeval zij een vergadering van de commissie niet persoonlijk kunnen bijwonen.

De leidend ambtenaar van de Algemene directie van de Algemene Rijkspolitie wijst een plaatsvervanger aan voor het lid bedoeld in punt 2°.

Bovendien kan de commissie, overeenkomstig de modaliteiten die daartoe in haar huishoudelijk reglement zijn vastgesteld, deskundigen die al dan niet lid zijn van de gemeentepolitie, vragen deel te nemen aan haar werkzaamheden.

Art. 3. De 14 leden van de gemeentepolitie, bedoeld in artikel 2, 1°, moeten worden aangewezen met inachtneming van de volgende verdelingsregels :

— Vlaams Gewest : zeven leden, waarvan één uit een gemeente klasse 1 tot 16 komt, drie uit een gemeente klasse 17 tot 19, twee uit een gemeente klasse 20 tot 21 en één uit een gemeente klasse 22;

— Waals Gewest : vijf leden, waarvan één uit een gemeente klasse 1 tot 16 komt, twee uit een gemeente klasse 17 tot 19, één uit een gemeente klasse 20 tot 21 en één uit een gemeente klasse 22;

— Brussels Gewest : twee leden, waarvan één uit een gemeente klasse 20 tot 21 komt, en één uit een gemeente klasse 22.

Bij de verdeling van de mandaten, zorgt de Minister van Binnenlandse Zaken er bovendien voor dat iedere provincie door minstens één lid wordt vertegenwoordigd.

De in dit artikel bedoelde leden van de gemeentepolitie hebben ofwel de hoedanigheid van korpschef van de gemeentepolitie, of zijn bekleed met een van de graden van officier van de gemeentepolitie.

Ze worden aangesteld voor een eenmalig hernieuwbare periode van drie jaar.

Art. 4. Het secretariaat van de commissie bestaat uit drie leden van de gemeentepolitie, aangesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken op voordracht van de commissie, en één ambtenaar van de Franse taalrol en één ambtenaar van de Nederlandse taalrol van niveau 2 of 3, die door het Ministerie van Binnenlandse Zaken, Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie ter beschikking worden gesteld.

De in het vorige lid bedoelde leden van de gemeentepolitie komen respectievelijk uit een politiekorps van elk van de drie gewesten van het land.

De in het eerste lid bedoelde leden van de gemeentepolitie worden voltijds gedetacheerd bij de Minister van Binnenlandse Zaken voor een hernieuwbare periode van een jaar.

Art. 5. Le Ministère de l'Intérieur met son infrastructure à disposition de la commission pour la tenue des réunions, et apporte le soutien logistique nécessaire au fonctionnement du secrétariat de la commission.

La commission se réunit au moins 6 fois par an.

Art. 6. La commission donne son avis sur toutes les questions relatives à la police communale lui soumises par le Ministre de l'Intérieur ou d'autres ministres intéressés, par les gouverneurs de province ou les bourgmestres.

La commission se prononce sur toute demande d'avis au plus tard lors de la deuxième réunion suivant l'introduction de la demande.

Tout avis rendu par la commission est porté à la connaissance du Ministre de l'Intérieur.

D'initiative, la commission peut également étudier tout problème relatif à la police communale, et en communiquer le résultat au Ministre de l'Intérieur.

Art. 7. La commission établit, lors de sa première réunion, un règlement d'ordre intérieur, lequel détermine notamment :

- le mode de convocation aux réunions;
- le mode d'établissement de l'ordre du jour des réunions;
- le mode d'adoption des avis à émettre;

— le quorum requis pour adopter valablement les avis;

— le mode de création de sous-commissions sur des thèmes spécifiques, ainsi que leur mode de fonctionnement;

— les modalités relatives à la rédaction des procès-verbaux des réunions.

Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

Art. 8. Chaque année, et pour la première fois 12 mois après sa première réunion plénière, la commission rédige un rapport d'activités, qu'elle transmet aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice, ainsi qu'aux commissions provinciales de concertation et de coordination des polices communales et au service général d'appui policier.

Chaque réunion de la commission fait l'objet d'un procès-verbal. Celui-ci est transmis à chacun des membres de la commission ainsi qu'au Ministre de l'Intérieur.

Art. 9. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 5 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Art. 5. Het Ministerie van Binnenlandse Zaken stelt zijn infrastructuur ter beschikking van de commissie voor het houden van vergaderingen, en verstrekt de nodige logistieke steun voor de werking van het secretariaat van de commissie.

De commissie komt minstens 6 maal per jaar bijeen.

Art. 6. De commissie geeft zijn advies omtrent alle vraagstukken betreffende de gemeentepolitie die haar door de Minister van Binnenlandse Zaken of door andere belanghebbende ministers, door provinciegouverneurs of burgemeesters worden voorgelegd.

De commissie doet uiterlijk tijdens de tweede vergadering die volgt op de indiening van de adviesaanvraag uitspraak over deze aanvraag.

Elk advies van de commissie wordt ter kennis gebracht van de Minister van Binnenlandse Zaken.

De commissie kan tevens op eigen initiatief ieder vraagstuk betreffende de gemeentepolitie onderzoeken en het resultaat ervan meedelen aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 7. De commissie stelt een huishoudelijk reglement op, waarin onder meer wordt bepaald :

- hoe de vergaderingen bijeen worden geroepen;
- hoe de agenda van de vergaderingen wordt opgemaakt;
- de wijze waarop de uit te brengen adviezen worden aangenomen;

— het vereiste quorum om de adviezen rechtsgeldig te kunnen goedkeuren;

— de wijze waarop subcommissies inzake specifieke onderwerpen worden opgericht, alsook de werking ervan;

— de nadere regels betreffende het opstellen van de notulen van de vergaderingen.

Het huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 8. Elk jaar, en voor de eerste keer 12 maanden na haar eerste plenaire vergadering, stelt de commissie een activiteitenverslag op dat zij aan de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie overmaakt, alsook aan de provinciale overleg- en coördinatiecommissies van de gemeentepolitie en aan de algemene politiesteundienst.

Voor elke vergadering van de commissie worden notulen opgesteld. Deze worden aan elk lid van de commissie overgemaakt, alsook aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 9. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 5 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 95 — 1231

5 APRIL 1995. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 29 juli 1987 tot vaststelling van de voor logiesverstreckende bedrijven geldende exploitatievoorwaarden en tot regeling van de toekenning van de voor die exploitatie vereiste vergunningen

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 20 maart 1984 houdende het statuut van de logiesverstreckende bedrijven zoals gewijzigd bij het decreet van 21 december 1994;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 29 juli 1987 tot vaststelling van de voor logiesverstreckende bedrijven geldende exploitatievoorwaarden en tot regeling van de toekenning van de voor die exploitatie vereiste vergunningen, zoals gewijzigd bij besluit van de Vlaamse regering van 31 juli 1990;

Gelet op het advies van het Technisch Comité van de logiesverstreckende bedrijven, gegeven op 20 juni 1994 en 19 januari 1995;

Gelet op het advies van de Vlaamse Adviesraad voor Toerisme, gegeven op 6 juli 1994 en 2 maart 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;